



Mme la Présidente,
M. l'ISST
Mmes et Mrs les membres de la FSSSCT12

Nous sommes réuni.es un 1^{er} décembre pour la première instance de l'année scolaire 2025-2026. Nous avons déjà eu l'occasion d'échanger à ce sujet en audience mais toutefois, nous souhaitons redire notre attachement à l'élaboration d'un calendrier nous permettant de démarrer les travaux de la FSSSCT dès le mois de septembre.

L'année scolaire a commencé sous le signe d'un drame national. Caroline Grandjean, directrice d'école dans le Cantal, a mis fin à ses jours après deux années de harcèlement moral, dans sa vie privée comme professionnelle, en raison de son orientation sexuelle. La FSU exprime toute sa solidarité envers les victimes de LGBTQIA+phobie et demande au ministère de l'Éducation nationale ainsi qu'à la DSDEN 12, des moyens concrets pour la sensibilisation et la prévention auprès de tous les personnels, ainsi qu'un accompagnement humain et digne des victimes. Cet accompagnement ne doit pas se réduire à des mutations forcées, mais viser la résolution des problèmes à la source.

Notre instance se tient alors que des études mettent en évidence les sentiments de non-reconnaissance des personnels de l'éducation nationale, une pénibilité accrue au travail et une augmentation exponentielle des tâches à réaliser alors que les enseignants sont confrontés à des classes surchargées par les besoins liés à l'inclusion, les personnels administratifs souffrent eux d'un sous-effectif chronique.

La multiplication des réformes à tous les niveaux de scolarité, à un rythme effréné, depuis 2017 et contre l'avis des élus du personnel n'y est pas étrangère. L'Éducation nationale ne peut pas être gérée comme une start-up fantasmée par le président, et expérimentale, au gré des ministres. La FSU exige que les dotations départementales tiennent compte de la réalité du terrain et des conditions de travail des personnels.

Dès la rentrée de septembre, des fiches SST reçues ont mis en lumière des établissements sous tension, avec des problématiques récurrentes : moyens insuffisants pour l'accueil d'élèves à besoins particuliers, conflits avec des familles, conflits internes - entre pairs ou avec la hiérarchie qui s'enkystent. Faute de prise en compte et d'accompagnement par la hiérarchie, c'est même parfois la peur qui règne dans des écoles ou établissements. Des enseignant·e·s et AESH nous font part d'une extrême souffrance en raison de la violence d'enfants en situation de handicap ou à besoins

éducatifs particuliers, violents envers leurs camarades et les adultes des écoles. Comment peut-on travailler avec plaisir dans la crainte continue de coups et de morsures ? Dans le second degré, comme les années précédentes, les conflits avec la hiérarchie et entre pairs dominent les fiches SST. Les conflits déjà identifiés depuis longtemps dans plusieurs établissements perdurent. La FSU demande que les risques psychosociaux soient systématiquement étudiés en groupe de travail, et puissent donner lieu à une visite spécifique.

L'année scolaire s'est achevée sur un épisode de canicule : de nombreuses alertes ont été remontées du premier comme du second degré. Les personnels ont dû affronter ces conditions extrêmes dans l'improvisation la plus totale, alors que les alertes se multiplient depuis des années. Avec une réponse institutionnelle arrivée bien trop tard, on a vu des écoles contraintes de courir après les salles les moins exposées, des collèges bricolant des transferts de ventilateurs pour la correction du DNB, des lycées faisant passer des examens dans des conditions jugées incompatibles avec un travail de bureau par l'INRS. Nous ne pouvons pas continuer, chaque année, à considérer que cette situation correspond à un phénomène climatique unique et ponctuel. La FSU demande un plan d'adaptation digne du XXI^e siècle, articulant conditions d'enseignement et lutte contre les effets du changement climatique. Cela passe par un protocole "canicule" déclenché dès la vigilance orange, des consignes adaptées à la réalité ainsi qu'un recensement exhaustif des établissements pour bâtir un plan d'adaptation ambitieux face au changement climatique.

Enfin, nous rappelons que notre instance est le seul lieu où administration et représentants du personnel peuvent véritablement échanger sur les conditions du travail dans le département. Les débats demandent écoute et patience, la FSU à travers ses membres, espère que cette instance sera à la hauteur des enjeux évoqués.